

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

UFG - PIERRE ET VACANCES CONSEIL IMMOBILIER MOSELLE

Société Civile de Placement Immobilier en liquidation à capital variable
Siège Social : 128, boulevard Raspail – 75006 Paris
499 651 149 RCS Paris

AVIS DE DEUXIEME CONVOCATION

Les Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire convoquées le vingt-cinq juin deux mille vingt-cinq n'ayant pu valablement délibérer sur les résolutions à caractère extraordinaire faute de quorum requis, les associés de la Société Civile de Placement Immobilier **UFG - PIERRE ET VACANCES CONSEIL IMMOBILIER MOSELLE**, sont à nouveau convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire sur seconde convocation le sept juillet deux mille vingt-cinq à dix heures dans les locaux sis à Paris (75006) - 128, boulevard Raspail, afin de délibérer sur le même ordre du jour, à savoir :

De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

1. Suppression du pouvoir du conseil de surveillance d'autoriser la modification des valeurs de reconstitution et de réalisation de la SCPI en cours d'exercice et de l'obligation de soumettre les valeurs de la SCPI à l'approbation de l'assemblée générale - Modification corrélative de l'article XXV des statuts ;
2. Précision des règles relatives aux délibérations des assemblées générales et aux consultations écrites et modification corrélative des paragraphes 5 « Délibérations – Quorum » et 6 « Consultation écrite » de l'article XXII des statuts ;
3. Modification du nombre de membres composant le conseil de surveillance et modification corrélative du paragraphe 1 « Nomination » de l'article XX des statuts ;
4. Pouvoirs en vue des formalités.

Le projet de résolutions a été publié dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n° 62 du 23 mai 2025.

La société de gestion
La Française Real Estate Managers